

Violence scolaire : la continuité de déni

Il y a plus de dix ans Monique VUAILLAT régnait sur le SNES et la FSU ; lorsque AUTREMENT POUR LA FSU parlait de la violence scolaire qui était bel et bien entrée dans les établissements secondaires, en même temps que la laïcité était priée d'en sortir, ses militants étaient traités de fascistes. Pour les dirigeants de la FSU dont la tendance libertaire Ecole Emancipée imposait à celle, majoritaire, Unité et Action, ses manières de voir, les « sauvages » de CHEVENEMENT n'existaient pas : ils n'étaient que les fruits de fantasmes peu avouables, xénophobes et racistes.*

Quand ces mêmes militants montaient à la tribune, fusaient les quolibets à leur encontre parce que, inmanquablement, ils allaient parler de « l'Ecole de la République ». L'époque était à la revendication officielle de davantage de « moyens » pour faire face aux « besoins » ... Foin de la République !

On connaît la suite : **la violence, niée autant par les organisations syndicales que par la hiérarchie de l'Education Nationale, est aujourd'hui installée à demeure dans les collèges et les lycées**, et pénètre aussi dans les écoles primaires. Dans le même temps, la *burqa* fait la une des journaux et le débat sur l'identité nationale dérape...

Pour éradiquer la violence, CHATEL, FILLON et SARKOZY veulent « sanctuariser » les établissements scolaires à grands renforts de portiques électroniques et autres gadgets de vidéo-surveillance – un secteur industriel qui va, grâce à cela, faire quelques copieux bénéfices - tandis que la nouvelle secrétaire générale de la FSU, Madame Bernadette GROISON, tient le même discours que son prédécesseur qui n'avait ni inventé la poudre ni innové en matière syndicale et qui répétait, avec une conviction émoussée, ce qui s'était dit avant lui, et n'avait, au mieux, rien amélioré et, au pire, contribué à davantage de dégradation !

Trente ans que ça dure ... Et les demandeurs de « moyens » les ont laissé filer entre leurs doigts tout occupés qu'ils étaient à cogérer avec les gouvernements successifs, et **libéraux**, une école qui n'est plus que le fantôme de celle dont la Nation et la République ont besoin, puisque la massification de ses effectifs en secondaire ne s'est que trop imparfaitement accompagnée de démocratisation.

Le SNES et la FSU, avec ou sans ASCHIERI, avec ou sans GROISON, sont les principaux coresponsables – et coupables – du lamentable état dans lequel se trouve **le système éducatif qui n'atteint plus ses objectifs d'amélioration sociale ce qui veut dire stagnation du développement, ni ceux de la performance nationale puisqu'en dépit des bacheliers S la France n'a pas assez de scientifiques purs, ce que camoufle mal la surestimation de la science appliquée**.**

Dans l'Education Nationale, il manque 60 000 postes, ce que ne compensent pas les recrutements de personnels contractuels en CDD ou CDI, malmenés et toujours en attente de titularisation ; la précarité est le lot de plus en plus d'agents de l'Education Nationale dont les enseignants se paupérisent un peu plus chaque année ; la « revalorisation » annoncée par Luc CHATEL pour les néo-profs est la moindre des choses, mais elle laisse de côté le « travailler plus » de l'ensemble des personnels de l'Education Nationale dont la productivité***, particulièrement chez les profs, a considérablement augmenté, productivité dont les libéraux

qui gouvernent depuis plus de trente ans semblent n'avoir jamais su ou voulu prendre la mesure.

L'esprit de la République a déserté les établissements scolaires et avec lui la laïcité expression de l'intérêt général, et la sérénité qui est son corollaire. De réformes en réformes qui, par leur succession même, et en dépit de l'absence d'évaluation de chacune d'entre elles, montrent à quel point elles sont sans intérêt (si évaluation il y avait quel degré de leur nocivité ne révélerait-elle pas ?), **le système scolaire public a perdu ce qui faisait sa force : l'espérance d'un avenir social meilleur pour les jeunes générations.** A vrai dire, les personnels enseignants ne sont plus au fait des missions que la République a donné à son Ecole. Pour ne pas être trop malheureux, combien d'entre eux s'en tiennent désormais à ne considérer leur métier que comme un gagne pain, ce qui n'est pas déshonorant en soi, mais pour le moins restrictif quant aux missions initiales de l'Ecole : **instruire en se fondant sur la raison pour émanciper les enfants de la Nation et donner des citoyens républicains à la République ?**

Les Etats Généraux de la sécurité à l'Ecole viennent de se tenir à la Sorbonne. Le SNCA e.i.L. Convergence a fait parvenir sa contribution à cette docte réunion d'experts, pour le même objectif que ce qui l'a conduit à participer au débat sur l'identité nationale : **rappeler qu'il y a des principes qui fondent la Cité, des valeurs qu'elle doit faire vivre et que ces valeurs et ces principes sont ceux de la République dans sa dimension démocratique et son devenir social.**

Si l'issue des Etats Généraux de la sécurité de l'Ecole est, hélas, prévisible, dans la continuité de l'inefficacité, il n'en demeure pas moins qu'il faut inlassablement défendre et promouvoir l'idéal universel de la République : à quoi s'emploie le SNCA e.i.L. Convergence, sans désespérer.

** C'est à peu près le même discours qu'a tenu la soi-disant gauche à propos du débat sur l'identité nationale.*

*** Sciences appliquées à quoi ? Appliquées à la production de biens, ce qui en cette période de casse de l'outil de production, signifie plutôt appliquées soit à justifier cette casse, soit à détourner l'attention, soit à amplifier la spéculation financière.*

**** La productivité, c'est le rendement du travail. Elle se mesure à la quantité produite par travailleur et par unité de temps. Quand en 1 heure un travailleur produit 2 fois plus d'un même produit qu'auparavant on dit que sa productivité a augmenté de 100 % ou qu'elle a doublée. Pour les enseignants c'est la même chose. En plus de leur présence devant les élèves, des préparations de cours et la correction des copies ou équivalents, ils doivent désormais fournir plus de suivi collectif et individuel, plus de concertation, plus de coordination des équipes pédagogiques, plus de participation à des groupes de travail en vue d'identifier et corriger l'échec scolaire, etc. Certes il y a quelques indemnités versées ici ou là ; mais l'ensemble du corps enseignant ne reçoit pas l'équivalent pécuniaire de l'augmentation de sa productivité. C'est une des raisons pour lesquelles le SNCA e.i.L. Convergence exige la refonte de la grille indiciaire des traitements dans le Fonction Publique*